



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 12/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GUSTAVE MULLER SAS**

Zone industrielle  
Rue A. KASTLER  
67850 Herrlisheim

Références : 4241/NK/AG  
Code AIOT : 0006704241

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2025 dans l'établissement GUSTAVE MULLER SAS implanté Zone industrielle Rue A. KASTLER 67850 Herrlisheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GUSTAVE MULLER SAS
- Zone industrielle Rue A. KASTLER 67850 Herrlisheim
- Code AIOT : 0006704241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Gustave MULLER S.A.S. à Herrlisheim exploite des installations de stockage et de conditionnement de céréales

**Thèmes de l'inspection :** Air, ATEX, dépoussiérage ...

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer, au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délai
1	AIR	Arrêté Préfectoral du 07/06/2011, article 8.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	CONCEPTION GÉNÉRALE	Arrêté Préfectoral du 07/06/2011, article 15.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Dépoussiérage	Arrêté Préfectoral du 07/06/2011, article 18.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Aménagement et exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/06/2011, article 18.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas présenté de rapport de rejet air, le rapport annuel effectué par un organisme compétent date de 3 ans .

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : AIR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2011, article 8.5		
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets		
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents gazeux rejetés sont contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :		
Nature de l'installation Identification de l'émissaire	Paramètres	Périodicité
Dépoussiéreurs	Poussières totales	Tous les ans par un organisme agréé par le ministère chargé de l'environnement
<b>Constats :</b> l'exploitant n'a pas présenté de rapport de contrôle d'air des dépoussiéreurs, il est en écart.		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription		
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois		

#### N° 2 : CONCEPTION GÉNÉRALE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2011, article 15.4
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Protection contre l'électricité statique
<b>Prescription contrôlée :</b> [....] 1) Les vérifications périodiques de l'équipotentialité et du système de protection contre la foudre doivent être effectuées selon les normes et les réglementations en vigueur. 2) L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel, effectué par un organisme compétent. Ce rapport doit comporter : <ul style="list-style-type: none"><li>- une description des installations présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives ;</li><li>- une description des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre ;</li><li>- les conclusions de l'organisme concernant l'état de la conformité des installations avec les réglementations en vigueur.</li></ul>
<b>Constats :</b> 1) L'exploitant a présenté le rapport de vérifications périodiques du système de protection contre la foudre daté du 27/08/2024, une remarque subsiste : « Compteur de foudre hors service », l'exploitant doit lever cette remarque dans les meilleurs délais.  2) L'exploitant a présenté le rapport annuel effectué par un organisme compétent, cependant, celui-ci est daté du 15/04/2022, soit il y a près de trois ans, alors qu'il s'agit d'une inspection annuelle.

<p>Le prochain contrôle est prévu pour le 28/03/2025.</p> <p>De plus, ce rapport ne comporte pas de déclaration explicite de l'organisme concernant l'état de conformité des installations vis-à-vis des réglementations en vigueur. Il conviendrait que l'organisme fournisse cette évaluation dans le cadre du prochain contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription concernant le rapport annuel effectué par un organisme compétent.
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

#### N° 3 : Dépoussiérage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2011, article 18.1.3
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Silo
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et faire l'objet de consignes particulières.
<b>Constats :</b> L'exploitant a expliqué oralement la procédure d'utilisation du balai, mais il n'a pas présenté de consigne écrite.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois

#### N° 4 : Aménagement et exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2011, article 18.1.2
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Détection
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dépoussiéreurs et les dispositifs de transport des produits (élévateurs, transporteur à chaîne, transporteur à bande ou pneumatique) sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières.</p> <p>Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident et l'arrêt de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas montré, lors de la visite, le dispositif permettant la détection immédiate d'un incident et l'arrêt de l'installation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délai :</b> 3 mois